

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 22 mars 2022

GT-BG(2022)4

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PRINCIPES DE
BONNE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE (GT-BG)**

RAPPORT DE LA 1^{ère} REUNION

24-25 février 2022, réunion hybride

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

1. Ouverture de la réunion

M. Dan Popescu, Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres du groupe de travail. Il se dit confiant que le CDDG pourrait finaliser la tâche de rédiger une recommandation sur la bonne gouvernance démocratique à tous les niveaux d'ici la fin de l'année, vu qu'il pourra s'appuyer sur 15 ans d'expérience avec les 12 Principes de Bonne Gouvernance Démocratique au niveau local.

Les membres se présentent lors d'un tour de table. La liste des participants figure à l'Annexe I.

2. Élection du président et de la vice-présidente

M. Peter Andre, Autriche, est élu président et Mme Siobhan Smyth, Royaume-Uni, est élue vice-présidente, tous deux par acclamation.

3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

4. Mandat

Le Secrétariat fournit des informations sur le [mandat](#) du groupe de travail, ses méthodes de travail et son calendrier. La participation au groupe est ouverte à tous les États membres, mais les frais ne sont couverts que pour un expert de chacun des dix pays énumérés dans le mandat. Le groupe est encouragé à utiliser les technologies disponibles, notamment pour une éventuelle réunion supplémentaire en ligne, afin de présenter un projet final au CDDG d'ici la fin de l'année.

Un expert du Royaume Uni souligne que le projet de recommandation constituerait une avancée significative dans le domaine de la démocratie et que la recommandation pourrait apporter une contribution substantielle aux travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine.

5. Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les 12 Principes de la bonne gouvernance démocratique

Le Secrétariat donne un aperçu de l'avant-projet de proposition de recommandation, composé d'un préambule, de la recommandation proprement dite et d'une annexe (voir GT-BG(2022)3). Le document GT-BG(2022)2 présente les questions qui pourraient faire l'objet d'une discussion, notamment l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la gouvernance, la manière d'aborder les aspects éventuellement liés à la séparation des pouvoirs et le titre de la recommandation.

Le groupe de travail entend également une présentation sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre des 12 principes de bonne gouvernance démocratique au niveau local, ainsi que des propositions supplémentaires pour la recommandation, par M. Daniele Del Bianco et Mme Ramona Velea, experts scientifiques.

Il est indiqué que le document de référence GT-BG(2022)3 est basé sur l'expérience dans la mise en œuvre d'ELoGE dans différents États membres et qu'il était complété par une analyse sémantique de la liste des références fournies. Le cadre des 12 Principes s'est avéré utile dans la collaboration avec les différents niveaux de gouvernement, car il a fourni une référence commune à tous, malgré les différences de compétences.

Il est présenté une annexe possible à la recommandation, consistant en des éléments détaillés pour chaque principe avec une définition, une justification et des éléments/indicateurs clés.

La discussion qui s'ensuit aborde des questions relatives à l'objectif de la recommandation, au nombre / l'ordre / la portée des principes à aborder, à une définition de la bonne gouvernance démocratique, à la terminologie et aux éventuelles lacunes.

Dans l'ensemble, le groupe de travail accueille favorablement la structure de l'avant-projet de proposition et suggère que les principes soient également énumérés dans le corps de la recommandation, tandis que l'explication de chaque principe serait exposée plus en détail dans l'annexe. En outre, les membres accueillent favorablement une proposition visant à clarifier la terminologie par le biais d'un glossaire.

Les membres discutent de l'annexe, principe par principe, sur la base des présentations des experts scientifiques. L'objectif de la recommandation est double : elle aidera les gouvernements à renforcer continuellement la bonne gouvernance démocratique qu'ils offrent aux communautés et aux populations, tandis que ces dernières seraient informées de ce qu'elles sont en droit d'attendre à cet égard de la part des gouvernants. Les principes seraient ainsi autant de repères d'une démocratie qui fonctionne bien et d'une gouvernance efficace. L'un des sujets importants à traiter est l'interrelation des principes avec la gouvernance multi-niveaux et leur valeur ajoutée pour celle-ci.

Des membres rappellent que la tâche consiste à élaborer des principes d'applicabilité générale (à tous les niveaux de gouvernance). Le groupe de travail ne devrait pas chercher à appliquer "simplement" les 12 principes au contexte national, mais plutôt à tirer les leçons de l'expérience acquise aux niveaux local et régional et à formuler des principes d'application générale pour tous les niveaux. Il est donc nécessaire de clarifier le nombre et la nature des principes à inclure.

Le groupe de travail propose d'élaborer une définition de la bonne gouvernance démocratique à inclure dans le préambule, et de faire éventuellement référence à des questions telles que la confiance (des citoyens), le recul de la démocratie, l'espace civique et la séparation des pouvoirs dans le préambule également.

Le membre de la Finlande suggère de mettre l'accent sur les liens entre démocratie et économie, de reconnaître les défis dans la mise en œuvre des principes et d'aborder les moyens de promouvoir l'adoption au niveau national.

Le groupe de travail estime que comme les principes sont liés et se renforcent mutuellement, ils ne peuvent donner lieu à un classement de priorité ou de rang. Il est néanmoins suggéré de chercher à regrouper ou à ordonner les principes en vue de mettre en évidence leur interrelation et d'accroître leur visibilité et leur communicabilité.

Le groupe de travail note également l'importance de veiller à ce que les principes incluent les droits de l'homme, la diversité et l'inclusion au sens large et à ce qu'un langage approprié soit utilisé pour transmettre cela clairement.

D'autres thèmes clés soulevés au cours des discussions incluent: la gouvernance à plusieurs niveaux, y compris la qualité de la communication et la répartition efficace des pouvoirs entre les niveaux de gouvernement, ainsi que l'impact que les principes ont dans un sens plus large : ils transmettent et établissent les standards que les citoyens sont en droit d'attendre des gouvernements. Cet impact plus large devra être pris en compte au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le représentant de la Conférence des OING fait également des propositions rédactionnelles, par exemple pour remplacer la référence à 2022 (page 3, point 4, par "importance particulière à venir qui peut être référencée à...") ; pour inclure les rapports récents du [Conseil d'experts sur le droit des ONG](#), en particulier, les trois études thématiques de 2021 dans les références (page 4, point 6) ; pour ajouter la [recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA](#), et [FRA, Droits fondamentaux et intelligence artificielle](#), aux ressources sur la numérisation (page 17).

Toutes les propositions sont notées et seront prises en compte.

Une présentation qui devait être donnée par une représentante de l'Economist Intelligence Unit a dû être annulée pour des raisons imprévues (et sera reprogrammée, si possible).

Présentations par d'autres organes du Conseil de l'Europe

Assemblée parlementaire

Mme Sonia Sirtori, Secrétaire de la commission des affaires politiques et de la démocratie donne une présentation au groupe. Elle souligne l'opportunité de ce travail, tous les Etats membres étant touchés à des degrés variables par le recul de la démocratie et l'érosion de la confiance dans les institutions publiques. Mme Sirtori donne un aperçu des commissions de l'APCE qui traitent des questions relevant des attributions du CDDG : la commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable ; la commission des questions juridiques et des droits de l'homme ; la commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi). En ce qui concerne la rédaction de la recommandation, la commission des questions politiques et de la démocratie pourrait être l'interlocuteur principal, en particulier sa sous-commission de la démocratie, présidée par M. George Papandreou, Grèce.

Mme Sirtori suggère que le CDDG développe et définisse le concept de bonne gouvernance démocratique ; qu'il mette en évidence la confiance comme l'un des liens entre la démocratie et la bonne gouvernance démocratique et qu'il y fasse référence dans le préambule ; qu'il inclue sous le principe 4 une référence aux travaux du Conseil de l'Europe sur l'accès à l'information (Convention de Tromsø) et sur la protection des données ; qu'il détaille davantage la liberté d'opinion des électeurs ; et qu'il s'inspire de la Recommandation CM/Rec(2007)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la bonne administration et de l'Art. 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, ainsi que sur les travaux de l'Agence des droits fondamentaux en général.

Mme Sirtori réaffirme que plus généralement, les commissions de l'APCE étaient prêtes à contribuer à l'élaboration de la recommandation. La sous-commission de la démocratie soumettra une liste de ressources pertinentes à inclure parmi les textes de référence.

Commission de Venise

Le groupe de travail assiste à une présentation de M. Oliver Kask, juge, membre suppléant de la Commission de Venise, président de la Commission électorale nationale d'Estonie. Il donne une vue d'ensemble des travaux pertinents de la Commission de Venise, en particulier en ce qui concerne les principes de l'Etat de droit et les élections. La Commission de Venise fournirait elle aussi au Secrétariat une liste de ressources pertinentes à inclure dans la liste des textes de références.

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Le groupe entend aussi une allocution de M. Roman Chlapak, Secrétaire de la Commission de la gouvernance. Celui-ci fait référence à plusieurs standards, documents et rapports pertinents du Congrès, y compris la Charte de l'autonomie locale, le Code de conduite européen, et d'autres références, à soumettre elles aussi à l'issue de la réunion.

3. Conclusions

Il est convenu que les experts réviseraient, et que le Secrétariat finaliserait la proposition en fonction de la discussion et des commentaires détaillés reçus. En outre, le Secrétariat rassemblera également des ressources supplémentaires à inclure dans la liste des documents de référence. Les membres auront la possibilité de commenter par écrit le projet révisé. Ce dernier sera ensuite examiné lors de la réunion du Bureau en mars, puis discuté lors de la 15e réunion plénière du CDDG les 21-22 avril 2022.

4. Questions diverses

Le groupe de travail entend une présentation sur l'expérience de la mise en œuvre d'ELOGE en République slovaque.

5. Prochaine réunion

Le groupe de travail convient de tenir deux autres réunions aux fins de progresser dans le processus de rédaction : une réunion informelle en ligne les 9 et 10 juin, à laquelle les membres pourraient également participer en personne à leurs frais, et une réunion formelle (hybride ou en personne) les 15 et 16 septembre, dont les modalités restent à déterminer.

ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Kristian MALINA, Ministerial Assistant Principal, Department of Coordination of Public Administration and International Relations Ministry of the Interior of the Czech Republic

ESTONIA / ESTONIE

Ms Ave VIKS, Adviser, Governancer lecturer from Tallinn University

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Helsinki

GREECE / GRECE

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens

Mr Vasiliki MASOURA, expert within the Department of Organisation and Functioning of Second Level of Local Government, Athens

Mr Kimon SIDIROPOULOS, Head of the Department of Organisation and Functioning of First Level of Local Government, Athens

Ms Elli STILIANIDI, Expert within the independent department of International and European relations, Ministry of Interior of the Hellenic Republic, Athens

ITALY / ITALIE

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, ROMA

MALTA / MALTE

Mr Natalino ATTARD, Director General (Local Government), Local Government Division, Ministry for Justice, Culture and Local Government, VALLETTA

NORWAY / NORVEGE

Prof. Sigrid STOKSTAD, Associate Professor in the Department of Public and International Law, Faculty of Law, University of Oslo

PORTUGAL

Ms Tânia MOURATO, Head of Department, Directorate-General for Local Authorities, LISBOA

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Veronika LAKATOŠOVÁ, Local Self-Government and Foreign Affairs Unit, Department of Public Administration, Ministry of Interior of the Slovak Republic, Bratislava

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Kirsty BROWN, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

PARTICIPANTS**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Sonia SIRTORI, Head of Secretariat, Committee on Political Affairs and Democracy

Ms Aysegul ELVERIS, Committee on Political Affairs and Democracy

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Roman CHLAPAK, Governance Committee

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, Initiatives of Change-International

VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE

Mr Oliver KASK, Judge, Substitute member of the Venice Commission, President of the National Election Commission of Estonia

Mr Pierre GARRONE, Division of Elections and Political Parties – Venice Commission

Ms Taras PASHUK, Division of Elections and Political Parties – Venice Commission

CONSULTANTS EXPERTS / EXPERTS CONSULTANTS

Mr Daniele DEL BIANCO, Director, Institute of International Sociology (ISIG), Gorizia, Italy

Ms Ramona VELEA, Deputy Director, Institute of International Sociology (ISIG), Gorizia, Italy

SECRETARIAT

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance - Directorate General of Democracy

Ms Isabelle ETTER - Assistant

Interpreters / Interprètes

Ms Bettina LUDEWIG
Mr Didier JUNGLING

ANNEXE II
ORDRE DU JOUR

Jeudi 24 février 2022

1. 10h30 : Ouverture de la réunion

- information par le Secrétariat
- tour de table avec présentation des participants

2. Election des président-e et vice-président-e

3. Adoption de l'ordre du jour

[GT-BG(2022)0J1]

4. Mandat

[\[GT-BG\(2022\)1\]](#)

Information et discussion sur le mandat, les méthodes de travail et le calendrier.

5. 11h00 : Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les 12 principes de bonne gouvernance démocratique

Vue d'ensemble et présentation des propositions sur une structure possible pour une recommandation : Secrétariat

[GT-BG(2022)2]

Présentation de l'expérience de la mise en œuvre des 12 principes de bonne gouvernance démocratique au niveau local, et nouvelles propositions pour la recommandation : Daniele Del Bianco, expert du Conseil de l'Europe

[GT-BG(2022)3 et document "Proposal for revision and upgrading in a multi-level governance perspective"].

Questions et réponses

13h00 : Pause déjeuner

14h30 : Présentation de l'indice de démocratie et des rapports périodiques de The Economist : Joan Hoey, directrice pour l'Europe, éditrice de l'indice de démocratie, The Economist Intelligence Unit (en ligne)

Questions et réponses

15h00 : Contributions des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de recommandation et de principes directeurs à la lumière des projets présentés et des exposés faits.

17h00 : fin du jour 1

Vendredi 25 février 2022

10h30 :

Présentation des développements pertinents à l'APCE : Sonia Sirtori, Secrétaire de la Commission des questions politiques et de la démocratie

Questions et réponses

Présentation des travaux pertinents de la Commission de Venise : Oliver Kask, juge, membre suppléant de la Commission de Venise, président de la Commission électorale nationale d'Estonie.

Questions et réponses

Allocution relative aux travaux du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux : Roman Chlapak, Secrétaire de la Commission de la gouvernance

11h30 : (Suite) Contributions des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de recommandation et de principes directeurs à la lumière des projets présentés et des exposés faits.

13h00 : pause déjeuner

14h30 : (Suite) Contributions des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de recommandation et de principes directeurs à la lumière des projets présentés et des exposés faits.

16h30 :

- résumé des discussions
- remarques complémentaires et conclusion
- date et lieu de la prochaine réunion : 9-10 juin (réunion supplémentaire en ligne) ou 15-16 septembre.

17h00 : Clôture de la réunion